

Bulletin d'histoire politique

Le politique en histoire des idées

Yvan Lamonde



Volume 18, Number 3, Spring 2010

La nécessaire histoire du politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054832ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054832ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lamonde, Y. (2010). Le politique en histoire des idées. *Bulletin d'histoire politique*, 18(3), 137–142. <https://doi.org/10.7202/1054832ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le politique en histoire des idées

Yvan Lamonde

*Département de langue et littérature françaises
Université McGill*

Ceux qui évaluent aujourd'hui l'évolution de l'histoire politique partent d'un moment historiographique où l'histoire européenne et états-unienne réglait leur compte à l'histoire militaire et à l'histoire politique, celle des grands hommes et des partis, celle des vieux pouvoirs qui, depuis le XIX^e siècle, scandaient et périodisaient le temps et l'historiographie. Mais il convient de partir de notre propre historiographie, ne serait-ce que parce que l'histoire militaire, par exemple, n'a jamais eu au Canada français de réelle importance avant les années 1970. Il ne faut donc pas importer aujourd'hui des débats qui n'ont pas eu lieu ou qui ont pris d'autres formes. Il faut aussi pondérer l'histoire politique au Québec sur un fond historique où la politique a joué et a dû jouer un rôle premier et soutenu. Les «luttres constitutionnelles» traversent quasi par nécessité l'histoire du Québec. On pourrait presque suggérer que la politique tout autant que la religion furent «l'opium du peuple». En ce sens, toute discussion sur l'histoire politique n'y prend-elle pas une signification fort différente qu'un débat sur l'historiographie de l'histoire économique?

La «vieille» histoire politique

J'imagine qu'au Québec, le bouc émissaire de l'histoire politique fut d'abord et avant tout Robert Rumilly pour son œuvre essentiellement d'histoire politique, pour le conservatisme qui y prévaut, pour un type de récit – l'auteur est le narrateur omniscient – et pour son côté non-universitaire – la fameuse absence de sources. Fait-on une place à Thomas Chapais – qui l'a lu? – à un historien bien informé mais dont le récit est marqué?

Cette histoire politique dont il fallait s'éloigner inclut-elle le constitutionnaliste Jean-Charles Bonenfant, Marc La Terreur, décédé prématurément,

et Marcel Hamelin qui essayaient, chacun à sa façon, de donner un nouveau style à l'histoire politique? Bref, de quel «repoussoir» parle-t-on vraiment? Y a-t-il vraiment eu au Québec un impérialisme historiographique de l'histoire politique, une domination «savante» ou plutôt une production historique enrobée de l'esprit du temps, celui qui prévalait en 1947 au moment de la fondation des départements d'Histoire à l'Université Laval et à l'Université de Montréal? De quoi parle-t-on au juste: d'un poids dont il fallut se délester ou d'un refus symbolique, prétexte à l'affirmation d'un autre soi historiographique? La question du domaine historiographique cache-t-elle celle des générations?

L'École des *Annales* et le marxisme

L'influence de l'École des *Annales* et du marxisme a simultanément délité une certaine histoire politique de son cours; la première en proposant d'autres instances (économie, société [variété de pouvoirs], civilisation) de pouvoir, la seconde en suggérant que tout pouvoir est idéologique et déborde singulièrement LA politique, en particulier la politique capitaliste. Ces deux courants consolidaient la primauté de l'économique et du social et on ne voyait plus comment on pouvait faire de l'histoire politique ou de l'histoire culturelle (dans mon cas) sans les insérer dans l'englobant social. Mais, faut-il ajouter, sans jamais oublier qu'il y a toujours quelque part du pouvoir en cause; si le pouvoir politique s'estompait dans la diversité des instances, il ne disparaissait pas pour autant. Habitué à le voir mener le cortège, on l'imaginait mal à la traîne. Et puis les anciens monopoles devaient bien expier, au moins au purgatoire!

Symptomatiquement, l'éclatement de l'histoire politique coïncida avec celui de la politique traditionnelle. Le contexte politique même du Québec faisait la preuve de l'éclatement du bipartisme traditionnel – Parti Républicain de Marcel Chaput, Crédit social de Camille Samson, Rassemblement pour l'indépendance nationale, Mouvement souveraineté-association, Parti Québécois. Les vieilles figures (Duplessis, Barrette) disparaissaient au profit d'une «équipe du tonnerre». Le syndicalisme devenu plus militant gagnait les associations de professeurs d'universités. Les instances de pouvoir se diversifiaient en se nommant.

De multiples façons, l'histoire était, déjà avant 1960, partie prenante du débat public depuis au moins l'époque de fondation des départements d'histoire; Jean Lamarre a bien documenté cette période historiographique. Au moment où il fonde l'Institut d'histoire de l'Amérique française et se met à la pratique historienne plus systématiquement, plus scientifiquement, l'abbé Lionel Groulx avait connu ses grandes heures avant et au moment de l'élection de Maurice Duplessis en 1936 et du

Deuxième Congrès de la langue française en 1937. Guy Frégault avait été un non-conformiste dans la seconde moitié de la décennie 1930, et en 1950 *Cité libre* amorçait un débat politique et idéologique qui ne laissera indifférents ni Maurice Séguin ni Michel Brunet ni, plus tard, Jean-Paul Bernard. Le Mouvement laïc de langue française (1961) attire Marcel Trudel, qui a commencé sa carrière avec une histoire de l'influence voltairienne au Canada (1950), et Fernand Ouellet, qui écrit sur la laïcisation du système scolaire au XIX^e siècle. Mon propos est de rappeler que, au-delà de la transformation de la politique classique, identifiée au fameux « esprit de parti » que les milieux nationalistes dénoncent depuis le début du XX^e siècle et qu'au moment de la reconstruction, difficile, du Parti libéral du Québec, un débat public engageant se tient et que l'idéologique peut y croître naturellement, tout comme les idées et l'histoire des idées. Ne serait-ce que dans les contestations variées de Groulx, du groulxisme et de « notre maître, le passé », l'histoire était traversée par le politique et l'idéologique. Ce qui n'a rien de surprenant, on en conviendra plutôt facilement.

C'est dans ce contexte civique et historiographique qu'on s'est mis à faire de l'histoire sociale. F. Ouellet, Jean Hamelin, Yves Roby, Alfred Dubuc explorèrent le domaine de l'histoire économique et du capital, mais assez rapidement la dimension du travail l'emporta sur celle du capital et la recherche sur l'histoire de l'organisation syndicale et du monde ouvrier occupa rapidement le devant de la scène au moment des grandes contestations étudiantes, ouvrant à l'histoire sociale l'une de ses principales avenues. C'est dans ce contexte que se sont constituées une histoire intellectuelle et une histoire culturelle dont j'explorerai quelques parcours en essayant d'y montrer la présence du politique.

L'histoire des idées (aussi politiques)

Philippe Sylvain, Jean-Paul Bernard, Jean-Pierre Wallot, John Hare, Nadia Fahmy-Eid ont donné le branle à une histoire qu'on ne qualifia guère alors, sinon par ses objets spécifiques: le libéralisme, l'ultramontanisme, la révolution atlantique, le lexique constitutionnel et politique. Leurs recherches étaient amorcées au moment où Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy lançaient leur séminaire annuel en sociologie et en histoire sur « les idéologies au Canada français ». À la croisée du marxisme et de la sociologie, le mot-phare était bien celui-là: « idéologies ». Du coup, l'identification de deux courants d'idées majeurs qui avaient marqué la vie et les institutions politiques, le libéralisme et l'ultramontanisme, illustrait la reconduction du politique sur un autre mode, la focalisation se faisant dorénavant sur les idées politiques qui menaient les partis, le clergé, la presse, objets et sources d'enquêtes. Une décennie d'analyse des idéologies et de publication des recherches des séminaires fit voir et la richesse

et les limites de l'approche: la « grille d'analyse » devenait répétitive et faisait voir ses trous noirs et ses angles morts.

L'étude du libéralisme et de l'ultramontanisme avait mis en évidence des canaux d'expression et de diffusion de ces courants d'idées, ne serait-ce que parce qu'il fallait bien trouver des sources documentaires. La presse – *L'avenir*, *Le Pays*, *Le Nouveau Monde* –, les associations – l'Institut canadien de Montréal, l'Union catholique de Saint-Hyacinthe –, les imprimés – brochures, pamphlets –, contribuaient à préciser les contours d'un milieu culturel et civique où le débat idéologique et politique paraissait de plus en plus intense. De fait, la transformation globale qui s'opéra alors correspondait essentiellement au passage de la politique au politique. Réduite aux partis, aux hommes politiques, aux élections et aux cabinets gouvernementaux, la politique ne scandait plus la vie, surtout avec l'industrialisation et après la perte de crédibilité qu'avait connue une certaine forme de vie politique au moment de la Crise. En retrouvant dans la presse et dans le phénomène associatif l'activité plus quotidienne de la sociabilité et de la société civile, le politique reprenait des droits, autrement, lesté de social.

Société civile et débat civique

Je ne pense pas avoir fait de l'histoire politique en publiant les deux premiers tomes de mon histoire sociale des idées de 1760 à 1896 et de 1896 à 1929. J'ai déjà assez de distance par rapport à cette aventure pour voir que ce que j'y ai fait d'essentiel, c'est une histoire de la démocratie et du combat pour les libertés au Québec, sur une période de deux cents ans. C'est la rédaction du troisième tome (1929-1965) qui me rend évidents ces objectifs¹. Sans être dans la politique, on y est constamment dans la société civile et dans le débat civique. L'apport de la synthèse de 1760 à 1965 est surtout de fournir une totalité de référence de façon à ce que chaque citoyen puisse y tester sa conscience historique civique et intellectuelle. De la même façon, la prise en compte de la diversité des héritages politico-intellectuels EXTÉRIEURS du Québec – la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Amérique et le Vatican – induit une représentation de soi civique, globale, et invite à constamment situer l'expérience québécoise dans ses trames internationales. Le même souci présidait à la prise en compte des mouvements d'émancipation nationale dans mon analyse des Rébellions, tout comme mes recherches ont ouvert l'insertion du Québec dans une francophonie historique qui inclut tout autant la Belgique et la Suisse que la France. Je ne faisais pas de l'histoire politique et je ne faisais pas que de l'histoire intellectuelle. Le temps des domaines autonomes était fini.

Autre exemple pour montrer qu'on s'intéresse à la vie publique ou politique en ne faisant pas de l'histoire politique: l'étude de la sociabilité. L'analyse des formes – lieux, moments – que se donnent des groupes sociaux pour échanger argent, idées et solidarité parle de la vie commune.

Imprimés et expérience politique

J'essaie donc de multiplier les cas de figure où l'histoire intellectuelle et culturelle a pris le politique comme objet. Cette approche ne propose pas pour autant un programme nouveau à une nouvelle histoire politique, mais chaque fois est confortée l'idée d'une pollinisation des domaines historiographiques. Les études publiées dans les trois tomes de *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada* (PUM), et en particulier celles portant sur la période couvrant les XVIII^e et XIX^e siècles, ont bien fait voir comment l'opinion publique naît à la jonction de l'apparition et de la vie parlementaire et de l'imprimerie. La vie de la cité est fonction de celle du public, de la publication comme l'ont montré les travaux de Gilles Gallichan et de Patricia Fleming, par exemple. La censure civile de l'opinion, celle de Joseph Howe en Nouvelle-Écosse ou de Daniel Tracey et Ludger Duvernay au Bas-Canada, la censure du *Canadien* et de la gazette de William Lyon MacKenzie à York rappelle comment l'expression des idées dont l'imprimé assure la trace participe d'un même lexique du public.

L'histoire des intellectuels

La définition même que Pascal Ory et Jean-François Sirinelli ont donnée de l'intellectuel – l'homme du culturel mis en situation du politique – indique la proximité naturelle entre histoire intellectuelle et histoire politique. L'arborescence des courants d'idées au Québec que j'ai publiée en annexe à mon ouvrage *Historien et citoyen* donne une idée concrète de la sphère dans laquelle se meuvent les formulateurs et les diffuseurs des idées. On y observe tout autant la société politique que la société civile, indice que depuis un moment on est sorti de la politique.

Ce sont de tels exemples, tirés ici de l'histoire intellectuelle, qui pourraient nourrir une conceptualisation nouvelle de l'histoire politique, d'une histoire politique dégagée de ses réductions anciennes et engagée librement et autrement dans des objets à identifier.

Notes et références

1. La conférence au Musée des Civilisations, *Trajectoires de l'histoire du Québec*, Montréal, Fides, 2001, en formula une première conscience sur laquelle je suis revenu dans *Historien et citoyen. Navigations au long cours*, Montréal, Fides, 2009.